



Des travailleurs immigrés aux migrants : une translation sociologique, politique et épistémologique.

Hervé Adami

ATILF

Université de Lorraine et CNRS

Durant la période d'expansion économique dite des « Trente Glorieuses », ceux que l'on nomme aujourd'hui les *migrants* étaient appelés les *travailleurs immigrés*. Cette dénomination, communément admise à l'époque, coexistait avec une autre, plus générale : les *immigrés*. Plus tôt, avant la deuxième guerre mondiale surtout, il s'agissait tout simplement d'*étrangers* dont on sait comment cette catégorie a été construite avec l'apparition notamment des papiers d'identité (Noiriel 2001). Ces changements de dénomination ne sont pas que de simples glissements sémantiques mais traduisent des évolutions sociologiques, sociales et politiques, non seulement concernant la nature de l'immigration, mais aussi de la société qui les accueille et qui les nomme. Du point de vue de la recherche, le glissement est également perceptible mais il accompagne les évolutions sociologiques, sociales et politiques davantage qu'il ne les anticipe. Quelle que soit la façon de la nommer, il s'agit, selon la définition du Haut Conseil à l'Intégration, « d'une personne née étrangère à l'étranger et entrée en France en cette qualité en vue de s'établir sur le territoire français de façon durable »¹. Les débats à propos de la définition du *migrant*, ou de *l'immigré*, voire de *l'immigrant* sont sans fin mais ils ont lieu également à propos de la définition d'*intégration*, terme également en concurrence avec *insertion*, *assimilation* et le plus récent, *inclusion*, très à la mode en ce moment mais qui ne s'appuie sur aucune définition fiable. Ces termes servent de marqueurs idéologiques. De la version dure, *l'assimilation*, à la version molle, voire liquide, *l'inclusion*, ces termes sont donc d'abord en concurrence sur le terrain idéologique plutôt qu'épistémologique. Ils ne disent rien de très différent du processus social qu'ils nomment mais ils en disent en revanche beaucoup plus sur la position idéologique de celui qui utilise l'un ou l'autre de ces termes. Ce processus social, que le plus couramment on nomme *intégration*, un « concept horizon » selon la formule de Schnapper (2007), est celui que décrit Sayad :

¹ <http://archives.hci.gouv.fr/-Mots-de-l-integration-.html>, consulté le 4 novembre 2015.

Une fois en place dans l'immigration, c'est toute la condition de l'immigré, toute son existence qui sont le lieu d'un intense travail d'intégration, travail tout à fait anonyme, souterrain, quasiment invisible, à la manière d'un véritable travail d'inculcation ou de seconde socialisation, travail fait de petits riens, mais des riens qui ne cessent de s'accumuler quotidiennement au point de susciter, comme si de rien n'était, sans qu'on s'en rende toujours compte, de profonds changements – qui sont d'ailleurs les changements les plus durables. (Sayad 1999, p.315).

Concernant les termes qui nous intéressent ici, le problème est différent : *étranger, immigré, travailleur immigré, migrant* ne sont pas en concurrence directe sur le terrain idéologique mais se sont succédés, tout en étant eux aussi marqués par des approches idéologiques. Même si aucun n'a disparu bien sûr et qu'ils continuent tous à être utilisés, les « nouveaux » termes ont fini par dominer face aux précédents dans l'usage. Cependant, s'il n'y a pas de concurrence idéologique directe, le passage de l'un à l'autre terme suit pas à pas l'évolution sociologique, sociale et politique de la société française.

Le temps des travailleurs immigrés

Le temps des travailleurs immigrés est celui surtout de l'après deuxième guerre mondiale où la France fait venir massivement des ouvriers étrangers, aux côtés des français, pour soutenir l'effort de la reconstruction économique après les ravages de la guerre et de l'occupation allemande. Il s'agit plutôt d'hommes jeunes et seuls qui viennent le temps d'un contrat pour travailler dans les mines et les usines de France et qui repartent avec un petit pécule au pays. C'est la noria que décrit Noiriel (2006). C'est le temps de l'immigration de travail où ces étrangers sont d'abord indiscutablement des travailleurs. Ils viennent pour cela et le gouvernement français les fait venir pour cette même raison. Mais c'est également le temps de l'hégémonie politique et idéologique du Parti Communiste Français (PCF) sur la gauche française et même au-delà. Le PCF est le parti de la classe ouvrière et, pour lui, les étrangers sont d'abord des travailleurs. La naturalisation en masse des étrangers installés en France, après la deuxième guerre mondiale, lui permet d'ailleurs de conquérir de nombreuses positions électorales locales puisque les travailleurs étrangers devenus français votent en nombre pour le PCF. C'est également le temps où les premières actions d'alphabétisation se mettent en place pour ces travailleurs, ce que l'on appelle les cours du soir, parce qu'ils ont lieu hors du temps de travail, assurés par des militants syndicaux ou politiques (Adami 2009; Leclercq 2012). Ce sont les prémises de la formation linguistique des migrants adultes. Dans ce contexte économique, social et politique, le terme correspond à la réalité sociologique que connaît la majorité des étrangers présents en France. Cette population s'identifie par sa position particulière d'extranéité (les *immigrés*) et en même temps par sa position au sein de l'ensemble sociologique ouvrier (les *travailleurs*).

Du point de vue de la recherche dans le champ qui nous intéresse d'abord ici, c'est-à-dire les sciences du langage et la didactique des langues, le terme utilisé est le même : du milieu des années 70 jusqu'au début des années 80, les quelques publications qui s'intéressent à cette question évoquent les travailleurs immigrés ou les immigrés de façon presque exclusive

(Langue Française 1976; Porcher 1982). Au-delà du terme, la question du travail est centrale : l'immigré est un travailleur dans les termes parce qu'il est également un travailleur dans les faits et donc dans les façons qu'a la société d'accueil de le percevoir.

Le temps des migrants

Une décennie plus tard, une autre revue de référence (*Langages* 1986) consacre un numéro au thème de l'acquisition du français par les migrants et les termes sont cette fois beaucoup plus variés : *immigrés*, *travailleurs immigrés* ou *travailleurs immigrants* mais également *travailleurs migrants* et, déjà, *migrants*. Les années 80 sont de fait des années de transition. Depuis le milieu des années 70 en effet, suite au premier choc pétrolier, la crise économique, que l'on croit conjoncturelle, s'avère structurelle. Elle commence à miner le terrain social et les premières vagues de licenciements massifs mettent hors-jeu ceux que l'on appelait les travailleurs, c'est-à-dire surtout les ouvriers d'industrie, qu'ils soient français ou immigrés, récemment installés ou non. C'est l'époque où la politique d'immigration change (Noiriel 2001 et 2006; Weil 2004) : l'immigration de travail est stoppée mais une nouvelle mesure est mise en place, celle du regroupement familial. Les immigrés installés en France sont désormais autorisés à faire venir leurs familles. Les immigrés ne sont alors plus majoritairement des hommes seuls, dont l'objectif est de retourner au pays, mais des familles qui s'installent durablement. Ceci a pour conséquences, non immédiates cependant, de désormais penser la question de l'*intégration* de ces familles dans la société française. L'autre conséquence est que ces immigrés ne sont plus seulement des travailleurs. Par ailleurs, le contexte politique a changé lui aussi à partir des années 80. Le PCF s'est affaibli ainsi que les organisations syndicales qui souhaitaient un changement radical de société. Les années 80 sont cruciales de ce point de vue puisque c'est précisément en 1983, à l'occasion d'un changement de gouvernement, que le Parti Socialiste (PS) au pouvoir décide de prendre le « tournant de la rigueur » selon l'expression consacrée, c'est-à-dire de renoncer à vouloir changer ou dépasser la société capitaliste mais de s'y adapter. Ce cap politique, qui avait servi de boussole à la gauche depuis l'après-guerre, n'existant plus, le PS ne pouvant raisonnablement plus se distinguer de la droite en matière économique, il choisit de refonder son identité sur des bases sociétales et non plus sociales et économiques. Les combats de la gauche socialiste de gouvernement seront donc désormais la lutte pour les droits de toutes les minorités, les avancées sociétales et la mise en avant des « valeurs » en lieu et place du projet de société alternatif. Dans ce cadre politique, les travailleurs immigrés deviennent progressivement des migrants et la gauche socialiste en fait ses nouveaux « damnés de la Terre ». Dans ce cadre également, la percée du Front National (FN) à partir de l'élection municipale de Dreux en 1984 sert d'alibi et de repoussoir idéal pour cette gauche « sociétalisée ». Les immigrés ne sont donc plus des travailleurs qui pouvaient, en tant que tels, participer au combat commun pour l'émancipation et le changement de société, mais une *minorité* que l'on se doit de défendre, en tant que minorité, face à la majorité, mais dont on doit également protéger et aider à défendre la culture. Au contraire, à droite, c'est le soupçon permanent distillé sur la menace « culturelle » que

représenteraient les immigrés. D'une façon ou d'une autre, les immigrés sont au centre du débat et le point de vue dominant de ce débat n'est plus social mais « culturel ». C'est le phénomène d' « ethnicisation » de la société française que décrit très bien Amselle (2011) et de culturalisation des problèmes. Enfin, l'*immigré* devient un *migrant*, c'est-à-dire qu'il ne part ni ne s'installe nulle part mais migre, comme dans une sorte d'état migratoire permanent. C'est le fantasme positif de l'homme sans attache ni frontière, cosmopolite et « citoyen du monde ». L'élévation de la « mobilité » comme valeur suprême parachève cette construction idéologique.

Le retour des travailleurs...et des travailleuses.

Mais la réalité n'est pas ce présent/futur fantasmé par une idéologie dé-matérialisée, c'est-à-dire idéaliste au sens philosophique du terme. Le présent (laissons de côté le futur qui est affaire d'astrologues) est pourtant bien celui du travail et de l'absence de travail. En culturalisant les questions liées à l'immigration (soit en tentant de démontrer des incompatibilités « culturelles » soit au contraire en tentant de démontrer que les « différences culturelles » doivent pouvoir coexister), la question centrale du travail, de son rôle économique, social et symbolique, a été oubliée. Pourtant, dans des sociétés littéralement minées par le chômage de masse, l'instabilité économique, l'absence de projet et de débouchés, notamment pour les jeunes, c'est bien le travail, comme moyen de subsistance, mais aussi comme moyen d'épanouissement, qui détermine les autres problèmes. Ainsi, les politiques de formation linguistique mises en place dans le cadre du Contrat d'Accueil et d'Intégration (CAI) et des actions de l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII), incluent-elles systématiquement désormais une orientation vers l'insertion professionnelle. D'autres actions existent comme le Programme Régional d'Intégration des Populations Immigrées (PRIPI) mises en place par l'Etat et ses Directions Régionales de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale (DRJSCS) font de l'insertion par le travail une priorité tout en liant cet aspect avec la maîtrise de la langue.

Au-delà de ces actions de formation spécifiquement destinées aux migrants, de nombreux autres dispositifs existent, comme par exemple les programmes *Compétences Clés*, qui accueillent des francophones mais également des migrants avec là encore pour objectif prioritaire, l'insertion par le travail. Enfin, les branches professionnelles, par l'intermédiaire de leurs Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA), ou les grandes entreprises, organisent des formations dont certaines concernent la maîtrise de la langue écrite et/ou orale : ces formations sont évidemment tournées vers le contexte professionnel et concernent des salariés et non plus des personnes en insertion ; elles concernent également aussi bien les francophones que les non francophones. Enfin, au niveau européen, un réseau a été créé autour de la question de l'apprentissage des langues majoritaires par les migrants dans une optique professionnelle².

² <http://languageforwork.ecml.at/>

Langage, travail et formation : quelles articulations ?

Dans ce contexte économique, social et politique, les articulations épistémologiques entre les domaines des sciences du langage, de l'éducation, de la didactique des langues ou de la didactique professionnelle et de l'ergonomie prennent tout leur sens. La jonction entre les recherches sur l'intégration et la formation linguistiques des migrants et sur le langage au travail représente une nécessité. Les recherches sur les dispositifs de formation linguistique des migrants adultes à orientation totalement ou partiellement professionnelle font intervenir des champs épistémologiques nécessairement variés puisqu'on ne peut pas sectionner la réalité de ces situations en tranches selon les domaines de recherche. Cette réalité s'inscrit dans un contexte institutionnel, économique, social et politique qui doit être pris en compte dans l'analyse puisque chaque aspect est dépendant de l'autre. Les questions didactiques sont liées au contexte éducatif de la formation d'adultes, aux principes et aux objectifs des dispositifs institutionnels mis en place dans le cadre d'une politique linguistique ; ils sont étroitement liés également aux situations concrètes des postes de travail qui s'inscrivent eux-mêmes dans un contexte économique particulier. Enfin, la question de la situation sociolinguistique particulière des migrants non francophones est un aspect incontournable de l'analyse de ces situations socio-didactiques mais qui s'analyse dans le cadre général de tous les aspects précédemment cités. L'articulation entre langage, travail et formation s'impose donc pour comprendre la réalité de la formation linguistique des migrants adultes mais également pour proposer des pistes d'intervention.

En redevenant des travailleurs et des travailleuses (ce qu'ils n'ont jamais cessé d'être d'ailleurs), les migrants redeviennent également des *immigrés*, c'est-à-dire qu'ils sont réinstallés de façon durable et stable dans le contexte social et économique de la société dans laquelle ils ont choisi de vivre et de travailler. Le courant différentialiste et culturaliste les a particularisés au nom du respect des identités et de la tolérance mais il a contribué paradoxalement à les marginaliser encore davantage. Au contraire, le travail est intégrateur parce qu'il rapproche dans des espaces, des temps, des conditions de vie, des projets et même des luttes, des individus que l'on voudrait séparer par ce que l'anthropologue Bensa appelle « le fossé imaginaire de l'altérité » (Bensa 2006). Les formations linguistiques à visée professionnelle contribuent elles aussi à ce rapprochement en départicularisant les immigrés. Il s'agit alors de penser ces formations (objectifs, démarches, contenus, outils...) non plus en termes d'origine linguistique ou « culturelle » des apprenants, mais en fonction de la place qu'ils occupent au sein des forces productives, des rapports de production et de la division sociale du travail.

Bibliographie

- Adami H. 2009. *La formation linguistique des migrants*. Paris : CLE International.
- Adami H., Leclercq V. (Eds) 2012. *Les migrants face aux langues des pays d'accueil : acquisition naturelle et apprentissage guidé*. Villeneuve d'Ascq : Editions du Septentrion, 288 p.
- Amselle J.L. 2011. *L'ethnisation de la France*. Paris : Lignes
- Bensa A. 2006. *La fin de l'exotisme. Essai d'anthropologie critique*. Paris : Anacharsis.

- Langages*. 1986. *L'acquisition du français par des adultes immigrés : aspects psycholinguistiques*. N°84. Décembre. Paris : Armand Colin.
- Langue Française*. 1976. *L'apprentissage du français par les travailleurs immigrés*. N°29, février. Paris : Armand Colin.
- Noiriel, G. 2001. *Etat, nation et immigration*, Gallimard, Paris.
- Noiriel, G. 2006 (1988). *Le creuset français. Histoire de l'immigration XIXe-XXe siècle*. Paris : Le Seuil.
- Porcher (Dir.) 1982. *Identification des besoins langagiers des travailleurs migrants en France*. Strasbourg : Conseil de l'Europe.
- Sayad A. 1999. *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*. Paris : Le Seuil.
- Schnapper D. 2007. *Qu'est-ce que l'intégration*. Paris : Gallimard.
- Weil P. 2004. *La France et ses étrangers*. Paris : Gallimard.